

dans le Parlement—et il désire que les affaires du pays soient conduites sur un pied d'affaires. Pourquoi la Grande-Bretagne n'aurait-elle pas sur la haute mer une marine qui lui permît de se mesurer avec n'importe quelle puissance du monde? On nous dit, de temps à autre, que l'honorable député de Red-Deer (M. Clark) réfète l'opinion de l'école libérale anglaise. Je désire lui dire ceci que j'ai lu un discours de Cobden dans lequel il fait la remarquable déclaration qu'il serait prêt à consentir à une dépense de £100,000 pour augmenter la marine de l'Angleterre si la France augmentait sa puissance navale, car il regarderait cette démarche comme une menace pour l'Angleterre. Il est vrai qu'il ne s'agit ici que d'une différence d'opinion entre Cobden et Clark; mais je crois que le nom de Cobden vivra quand celui de Clark sera tombé dans l'oubli.

Les guerres sont dispendieuses. Elles coûtent des vies comme elles coûtent de l'argent. La guerre du Sud-Africain a coûté \$300,000,000 à l'Angleterre, sans compter les vies qui y ont été perdues.

Il faut aujourd'hui que l'Angleterre soit en position de conserver ce qu'elle a conservé pratiquement depuis cent ans, la paix non seulement de la Grande-Bretagne, mais la paix du monde entier. Nous sommes des sujets britanniques. Nous sommes sujets britanniques d'abord et Canadiens ensuite, et nous devons consacrer toutes nos énergies à rester ce que nous sommes.

Il est possible qu'il n'y ait pas de danger immédiat et que nous ne soyons pas à la veille d'une grande guerre. Mais tout le monde sait que les préparatifs ont toujours été et seront toujours le prix de la paix, en fin de compte. Cent ans se sont écoulés depuis la grande guerre contre l'Angleterre alors que les forces navales alliées de la France et de l'Espagne avaient formé le projet de faire une descente sur les rives de la Grande-Bretagne. Il n'y a pas un écolier ou une écolière qui ne se rappelle avoir lu et ne conserve dans sa mémoire les exploits de ce vaillant marin, Nelson, qui vint alors de l'avant et dont le nom sera toujours associé à la glorieuse victoire de Trafalgar. Le peuple d'Angleterre attendait sur ses rives, redoutant une descente de la part de cette puissante armada, et nous nous rappelons ce qui s'est passé alors. Nelson montra sa valeur, sa bravoure, son génie et comme résultat son nom est dans toutes les maisons où l'on parle la langue anglaise. Tous savent qu'au mât du vaisseau amiral flottait la devise: "L'Angleterre demande à tous de faire leur devoir". Aujourd'hui à travers l'océan la Grande-Bretagne demande au Canada de faire son devoir et je crois que, par la voix de ce Parlement, le Canada démontrera qu'il est prêt à faire son devoir en cette circonstance.

Des honorables membres ont fait des suppositions sur ce que fera le Sénat à l'égard du présent projet de loi. J'ai trop confiance en la majorité qui com-

pose le Sénat du Canada, pour croire qu'il ne s'élèvera pas au-dessus des préjugés de parti et qu'il ne sera pas britannique et canadien dans toute l'acception du terme. Je crois que ce sera à la gloire suprême et à l'honneur du Parlement canadien—qui rejailliront sur la Grande-Bretagne et sur tout l'empire—que ce Sénat libéral a déclaré que le Canada doit avoir sa part dans l'association de l'empire, que le Canada doit accomplir ce qu'il aurait dû depuis longtemps réaliser, qu'il doit avoir sa part du fardeau de l'empire. Il accroîtra ainsi la grandeur de l'empire, dont la magnificence et la suprématie ont fait la thème des poètes et des écrivains dans les siècles passés, comme elles le feront, avec l'aide de Dieu, dans les siècles futurs.

Sir WILFRID LAURIER: Monsieur le président, je crois pouvoir invoquer de témoignage de la mémoire des honorables membres siégeant de ce côté de la Chambre, ainsi que de l'autre côté, que ce n'est pas mon habitude de relever des personnalités me concernant dans tout débat soulevé dans cette Chambre. Je n'ai pas l'intention de me départir de cette règle. Je n'ai qu'un mot à adresser à l'honorable membre qui vient de reprendre son siège (M. Bennett) (Simcoe-est). Quand il affirme que nous sommes partis d'Ottawa pour la réunion de Toronto avec des résolutions dans nos poches, il formule une assertion, —malgré son peu d'importance, à peine est-elle digne de mention—absolument dénuée de fondement.

M. BENNETT (Simcoe-est): Je ne crois pas avoir affirmé que le très honorable membre ni tout autre membre de son parti ait quitté Ottawa avec leurs résolutions dans leurs poches. J'ai dit, et c'était mon intention de dire que des résolutions devaient être soumises à l'assemblée, et que, si elles ne l'ont pas été, quelle était alors le but de la réunion?

Sir WILFRID LAURIER: La rectification de l'honorable monsieur contraste avec les paroles qu'il a prononcées; mais cela n'est pas de conséquence. Il n'a pas été dressé de résolutions, et nous sommes allés à cette assemblée dans l'exercice de nos droits de sujets britanniques canadiens pour présenter nos vues aux habitants de Toronto.

Je n'ai pas l'intention, monsieur le président, à cette phase du débat, d'entrer dans la discussion générale qui a occupé l'attention de la Chambre depuis déjà plusieurs semaines. Je ne sais si je serai plus heureux que mon honorable ami, siégeant derrière moi, et qui vient d'adresser une question à mon très honorable ami, le premier ministre, au sujet du très important amendement à l'article 2, présenté par mon honorable ami de Welland (M. German).

Mais avant d'aborder ce sujet, je désire dire un mot en réponse aux observations plusieurs fois entendues au cours des quel-